



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

M_DL240415_034

SERVICES TECHNIQUES - ESPACES PUBLICS - CONVENTION DE SOUTIEN POUR LA LUTTE CONTRE LES PETITS DÉCHETS - ADOPTION - AUTORISATION

Monsieur Yannick LE COQ, Adjoint au Maire – En application de la responsabilité élargie des producteurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin.

Par un arrêté du 30 septembre 2022, le Cahier des charges d'agrément de Citeo a été validé pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoyage et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent le nettoyage des déchets d'emballages ménagers abandonnés (les amoncellements et dépôts sauvages ne sont pas concernés).

A cette fin, et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP, Citeo a élaboré une convention-type : la Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus, proposée à toutes communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge le nettoyage des déchets, par distinction avec les « autres personnes publiques » (paragraphe b. de l'article V.1.g du Cahier des Charges).

La contractualisation de cette convention n'est soumise à aucune compensation financière pour la Ville de Montivilliers. Cependant, cette adhésion permettra un soutien financier pour le nettoyage des déchets d'emballages ménagers abandonnés sur la commune.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.541-10 et R.543-53 à R.543-56,

VU l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R.543-53 à R.543-65 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 30 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 modifié relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU l'arrêté du 21 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme - ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT

- que l'objectif principal de la convention est de financer des actions diversifiées de lutte contre les déchets abandonnés (diagnostic, prévention, nettoyage, traitement), structurées au niveau local (plusieurs entités impliquées qui coopèrent) et pérennes.
- que les communes visées sont celles dont les opérations de nettoyage sur la voirie et les chemins ruraux ainsi que sur les parcs et jardins et espaces naturels relèvent de leurs compétences.
- que la commune percevra un soutien financier qui sera versé en euros par rapport au nombre d'habitants, avec une variation en fonction du milieu et du nombre d'habitants de la collectivité, soit une estimation de 49 504€ pour 15 470 habitants (base 2022) ;
- que la ville bénéficiera d'un espace dédié aux collectivités sur leur plateforme internet qui permettra de profiter de tous les outils et de l'accompagnement de Citeo pour déployer et piloter les actions de lutte contre les déchets abandonnés,

Sa commission municipale n°5, Cadre de Vie et Espaces Publics réunie le 13 février 2024, consultée.

VU le rapport de Monsieur **Yannick LE COQ**, Adjoint au Maire en charge du Cadre de vie, des Bâtiments, des Travaux, des Risques majeurs et des Espaces publics ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'accepter** l'objectif et l'engagement de Citeo concernant la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus,
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tout acte se rapportant à la présente délibération,

Imputation budgétaire pour la recette
Exercice 2024 - Budget Principal
Nature : 747888
Sous-fonction et rubriques : 845 (voirie communale)
Code analytique : VOIRIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

